

La communication institutionnelle de l'ALBA.
Des principes affichés à la réalité de l'action

Julia Castanier
Mathieu Commet
Nordin Lazreg
Agathe Marin

Etudiants de 2^{ème} année de Master de Politique Comparée, Spécialité Amérique Latine

Cours « Régionalisme et Intégration régionale dans les Amériques » d'Olivier Dabène

Sciences Po
2007-2008

Introduction

L'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ou Alternative Bolivarienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes ou Alternative Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique) est une initiative lancée par le président vénézuélien Hugo Chávez pour concurrencer la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA ou ALCA) proposée par les Etats-Unis.

L'ALBA, créée le 14 décembre 2004, compte aujourd'hui cinq membres. Les pays fondateurs sont le Venezuela et Cuba. La Bolivie de Evo Morales a rejoint l'ALBA en avril 2006, le Nicaragua de Daniel Ortega est devenu membre en janvier 2007 et la Dominique vient tout juste d'adhérer à cette organisation régionale. Par ailleurs, plusieurs Etats caribéens sont liés à l'ALBA par des statuts particuliers : c'est le cas de Antigua-et-Barbuda ou de Saint-Vincent et les Grenadines.

L'Alternative Bolivarienne pour les Amériques, d'après ses textes constitutifs et son site Internet, est une construction régionale qui met l'accent sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale étant entendu que ces deux problèmes sont considérés comme les deux obstacles majeurs à l'intégration latino-américaine. Elle est également présentée comme l'héritière d'un ensemble de figures historiques telles que Simón Bolívar, José Martí ou encore Francisco de Miranda.

L'idée de ce travail est de mieux déchiffrer les stratégies communicationnelles destinées à promouvoir l'ambition sociale de l'ALBA. Plus précisément, il s'agira de mettre à jour les décalages au sein de la communication institutionnelle de l'ALBA entre d'un côté, les grands objectifs sacralisés par ce modèle d'intégration et de l'autre, les projets concrets réalisés.

Il est très difficile d'obtenir des données de base exploitables concernant l'ALBA. Il existe principalement trois sources d'information. Les discours présidentiels – notamment ceux d'Hugo Chavez – concentrent les informations les plus facilement accessibles. Les actes officiels représentent un ensemble plus cohérent de données définissant avec plus de précision les contours institutionnels et politiques de l'ALBA. Il n'existe cependant pas de rapports officiels sérieux sur les réalisations et l'avancement des projets menés au sein de l'ALBA, qui mis en parallèle avec les textes officiels permettraient de développer une problématique plus aboutie sur la réalité de ce processus. La troisième source de données réside dans la communication institutionnelle mise en oeuvre autour de l'ALBA, notamment à travers le site Internet www.alternativabolivariana.org. Ce site publie fréquemment des bulletins d'information sur l'avancement et les réalisations de l'ALBA.

Notre travail se concentrera donc sur l'analyse de cette matrice communicationnelle au travers des articles publiés et de l'iconographie utilisée. Notre réflexion porte sur les quinze bulletins publiés entre les mois de juillet 2006 et janvier 2008 sur le site internet de l'ALBA. L'ensemble des bulletins regroupe un total de soixante articles. Ces derniers sont classés en deux grands thèmes principaux : l'intégration régionale (32 articles) et l'ALBA (23 articles concentrés dans les bulletins 10, 11, 12, 14 et

15). Les bulletins regroupent des entretiens avec des journalistes ou des hommes politiques, des retranscriptions de comptes-rendus officiels de différents sommets, de déclarations, de communiqués, de discours de chef d'Etat et des articles de presse extraits le plus souvent de la presse de gauche comme *La Jornada*, *Granma*, *Rebelión*. Nous ne savons pas exactement qui se charge de compiler et d'éditer ces bulletins. Cependant, au vu de la place accordée à l'actualité du Venezuela, il y a fort à parier que c'est une équipe vénézuélienne qui pilote la communication de l'ALBA. Enfin, si ces bulletins sont disponibles au grand public sur le site officiel de l'ALBA, il est difficile d'en connaître les destinataires plus particulièrement visés. Ces supports répondent sans doute à une préoccupation institutionnelle pour associer la société civile au processus d'intégration et diffuser une image positive de l'ALBA. Nous avons tenté de développer une problématique axée à la fois sur une distanciation par rapport aux stratégies de communication utilisées ainsi que sur une étude du contenu des articles.

Dans un premier temps, nous verrons à quels grands objectifs répond explicitement ou implicitement l'ALBA. Puis, dans un second temps, nous confronterons les grands principes affichés par ce processus d'intégration aux projets concrets qu'il permet d'impulser.

I. L'ALBA pour quoi faire ?

L'ALBA est avant toute chose un contre-projet, une proposition alternative d'intégration régionale. Le nom même de l'ALBA (« aube » en espagnol), est en soi significatif. L'ALBA, *alternativa para nuestra América*, a été impulsé par le Venezuela d'Hugo Chávez afin de contrecarrer à la fois les anciens modèles d'intégration mis en place en Amérique Latine et opposer une réponse idéologique au projet d'ALCA (ou ZLEA : Zone de libre échange des Amériques) porté par les Etats-Unis. L'ALBA se présente cependant comme un véritable contre projet crédible porté par une vision spécifique de l'intégration. Impulsée par la volonté du président vénézuélien Hugo Chávez, l'ALBA est un outil politique de légitimation de l'entreprise bolivarienne dont la visibilité régionale confère une nouvelle dimension au processus chaviste. Le projet de l'ALBA et la stratégie de communication qui le soutient reprennent de nombreuses caractéristiques de la révolution bolivarienne, notamment dans ses références à Simon Bolivar dont la figure tutélaire est omniprésente.

A. L'ALBA : un contre-projet.

L'ALBA est un contre-projet qui se structure autour du rejet du libéralisme et de la lutte contre « l'impérialisme américain ».

ALBA versus CEPAL.

Bien que l'ALBA se présente principalement comme une alternative face à l'ALCA, ce projet, fondé sur un rejet du modèle d'intégration économique, s'oppose aux formes de régionalisation déjà existantes, notamment à la CEPAL (commission économique des nations-unies pour l'Amérique Latine). Dans un article intitulé *ALCA vs ALBA : Dos proyectos en lucha fronta*¹, Osvaldo Martínez, Président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale vénézuélienne et directeur du centre de recherche sur l'économie mondiale (CIEM), présente la CEPAL comme un tentative d'intégration par l'économie, sous l'impulsion de la « bourgeoisie industrialisée d'Amérique Latine ». Pour l'auteur et plus généralement au travers des interventions des différents chefs d'Etat signataires de l'ALBA, les anciennes formes d'intégration à l'œuvre en Amérique Latine répondent aux intérêts socio-économiques d'une minorité d'acteurs motivés par des intérêts de classe.

« Pero esos agentes sociales, que supuestamente podían conducir un proceso de desarrollo autónomo, se revelaron mucho más penetrados por el capital extranjero y mucho más sirvientes de las transnacionales y de Estados Unidos de lo que en teoría hacía falta; por ende, aquellos esquemas de integración devinieron plataformas para la penetración imperialista². »

“El viejo modelo de integración que fracasó se quedó en el mero nivel superficial de lo comercial, el interés económico de lo comercial. Lo económico es fundamental, pero los pueblos tienen que darle alma a la integración, sin los pueblos no habría integración³”

Cette stratégie d'opposition binaire entre deux modèles présentés comme inconciliables, diamétralement différents, s'inscrit dans la tradition des discours chavistes. Le projet bolivarien d'Hugo Chávez s'est en effet bâti sur des oppositions constantes entre l'oligarchie vénézuélienne et les militants chavistes, entre la IV^{ème} et la V^{ème} République, entre la souveraineté nationale et régionale et l'ingérence des Etats-Unis. Le projet de l'ALBA se maintient dans cette logique. Les chefs d'Etats signataires de cet accord en acceptent la logique. C'est ainsi que dans les nombreux discours retranscrits par les bulletins, la promotion de l'idée de contre-modèle est centrale. Ainsi, Rafael Correa, Président équatorien, dans sa déclaration intitulée « una nueva integración, el desafío de América Latina », retranscrite dans le bulletin n°8, oppose le modèle d'intégration libéral au modèle de coopération promu par l'ALBA.

¹ www.alternativabolivariana.org/modules.php?name=News&file=print&sid=568

² www.alternativabolivariana.org/modules.php?name=News&file=print&sid=568

³ Hugo Chávez, bulletin n°8,
www.alternativabolivariana.org/modules.php?name=News&file=article&sid=1334

« Hace falta superar la larga y triste noche neoliberal que destruyó a la región (...) Hay que someter los mercados a las necesidades sociales y nos las necesidades sociales a los mercados »

Cette vision dichotomique de l'intégration régionale est une constante dans la communication institutionnelle de l'ALBA. La définition du « nous » et du « eux » s'inscrit dans un processus de légitimation du modèle d'intégration porté par l'ALBA dont ses promoteurs aimeraient assurer l'extension.

L'ALBA versus l'ALCA.

La lutte contre l'ALCA répond à cette même logique d'opposition binaire. Elle se double d'une contestation véhémement contre « l'impérialisme nord-américain ». Osvaldo Martínez parle dans son article de « *lucha frontal contra el proyecto yanqui de dominación* ». L'ALCA concentre les attaques. Elle est la représentation de l'impérialisme américain. L'opposition à l'ALCA reprend les critiques contre le modèle économique néo-libéral.

« Los lazos entre estos tres países (Cuba, Venezuela, Bolivia), además, están cohesionados a través de la Alternativa Bolivariana para la América (ALBA), propuesta del Presidente Hugo Chávez como respuesta a la tesis neoliberal norteamericana del ALCA. »⁴

Une telle stratégie communicationnelle se double d'une revendication d'indépendance et de souveraineté régionale. L'échec du sommet des Amériques de Mar del Plata, en novembre 2005, a consacré les ambitions régionales du Président Chávez. L'ALBA a été pensée comme un instrument politique au service du projet chaviste. Elle a été conçue en partie pour troubler la donne géopolitique dans la région, et limiter les ambitions de l'administration de « *Mr Danger*⁵ ». S'appuyant sur la figure tutélaire de Simon Bolivar, l'ALBA est représentée comme la réalisation du rêve « del Libertador » d'une Amérique Latine unifiée. Dans le bulletin n°1, une citation d'Hugo Chávez est mise en exergue : « *Hemos colocado una piedra fundamental para la nueva libertad de los pueblos de Suramérica* ». Cette citation est explicite, elle dévoile la visée supposée libératrice de l'ALBA face aux projets d'intégration impulsés par les Etats-Unis. Chávez a pour objectif de développer l'ALBA et d'unifier l'Amérique Latine autour de ce projet profondément idéologisé. Il est d'ailleurs intéressant d'analyser la fonction conférée par les signataires de l'ALBA aux autres projets d'intégration que sont le MERCOSUR et la Communauté Sud-Américaine des Nations. Les analyses développées dans les

⁴ bulletin n°8, www.alternativabolivariana.org/modules.php?name=News&file=article&sid=1334

⁵ Sobriquet donné à G.W Bush par H.Chávez

bulletins restent très ambiguës concernant le rôle de ces dernières. Il semble, en effet, que le projet ultime des signataires de l'ALBA reste l'application à l'ensemble du territoire de ce projet, cependant, une certaine promotion du MERCOSUR et de la CSAN est perceptible à la lecture des bulletins. Afin de lutter avec plus d'efficacité contre le projet de ZLEA, les membres de l'ALBA s'engagent pleinement dans ces processus alternatifs d'intégration même si l'essence de ces derniers diffère de celle de l'ALBA. Evo Morales déclare dans le bulletin n°7 : « *Construyamos con nuestros pueblos una verdadera comunidad sudamericana de naciones par Vivir Bien* ». Il est probable que la stratégie du Venezuela, de Cuba, de la Bolivie et du Nicaragua résident dans une instrumentalisation des structures d'intégration existantes, dont la portée plus consensuelle permet de lutter à plus court terme contre le projet de l'ALCA. Grâce à la diplomatie de sommet, les leaders du projet bolivarien d'intégration tentent d'influer sur le contenu du Mercosur et de la CSAN afin de leur conférer un contenu idéologique plus proche du modèle sous-tendu par l'ALBA.

B. Intégrer les peuples avant les Etats

L'ALBA est donc présentée comme une alternative aux modèles classiques d'intégration régionale reposant sur des accords commerciaux et des échanges purement économiques. Ici, ce sont l'entraide et la solidarité qui tiennent lieu de règles du jeu. La finalité visée n'est pas la recherche d'une plus grande croissance des revenus nationaux mais bien une intégration des peuples basée sur les principes de « l'équité », de la « complémentarité » ou de la « coopération ». Les asymétries de développement, les inégalités de richesse, l'exclusion sociale sont les cibles contre lesquelles se propose de lutter l'ALBA. Il s'agit de sortir l'Amérique du Sud du cadre néolibéral dans lequel elle évolue aujourd'hui en remettant les peuples au cœur de l'action politique et des accords d'intégration.

« Hoy más que nunca, el modelo de integración social, basado en los principios de respeto, cooperación, complementariedad y unión entre los pueblos hermanos es una realidad y la Alternativa Bolivariana para la América (ALBA) es más que un sueño; es una realidad y avanza hacia su fortalecimiento como opción de justicia, participación y solidaridad como modelo de integración verdadera »

(Bulletin n°9).

Clairement, la philosophie profonde de l'ALBA est d'intégrer les peuples avant d'intégrer les Etats. Tout d'abord, cette initiative régionale doit profiter prioritairement aux exclus, aux plus pauvres, à ceux qui sont considérés dans les bulletins d'information comme des victimes du capitalisme marchand. Ce processus régional se présente donc comme une alternative parce qu'il refuse de s'articuler sur des

principes mercantiles et se propose même de réparer les dégâts occasionnés par les logiques néolibérales des autres modèles d'intégration (ALCA ou TLC).

La méthode prônée par l'ALBA constitue un autre de ses fondements identitaires. L'intégration régionale doit être « *l'œuvre des peuples* » (Bulletin n°9) avant d'être l'œuvre des gouvernements. Un tel principe signifie que les citoyens ont toute leur place dans le processus de construction d'un nouvel espace de solidarité régionale. Plus encore, ils doivent en être les principaux artisans en s'engageant dans les dispositifs de participation que l'ALBA prétend créer pour ajuster son action aux aspirations de la base.

Enfin, outre les principes de solidarité et de participation citoyenne, l'ALBA s'affirme aussi comme un processus respectueux de l'autonomie de chaque pays, protecteur de la diversité et de la souveraineté de ses Etats-membres. L'ALBA se présente comme une dynamique volontaire, échappant aux logiques incontrôlables de la dérégulation économique ou de la rentabilité à tout prix. L'ALBA se définit au contraire comme un modèle responsable, capable de promouvoir l'indépendance des peuples latino-américains en les sortant de la subordination économique dont ils pâtissent au quotidien. C'est ainsi que les hydrocarbures généreusement distribués par le président Chávez à des prix préférentiels apparaissent, dans la communication de l'ALBA, comme des vecteurs de libération au profit des plus démunis.

« Honduras sólo tiene dos posibilidades: o dejar que el pueblo pague el costo de la factura petrolera y efectos en el resto de la economía o la búsqueda de alternativas por parte del Estado. Una de las que consideramos mejor es PetroCaribe ».

(Bulletin 14)

C. L'ALBA, un outil de légitimation politique au profit de Chávez

La communication institutionnelle de l'ALBA révèle clairement que l'une des finalités du processus d'intégration régionale est de renforcer le leadership de Hugo Chávez en Amérique latine. Chaque bulletin est l'occasion de valoriser le président vénézuélien, de louer son dynamisme, de saluer ses initiatives. Pour renforcer sa légitimité et son poids dans le processus d'intégration, nombre de ses citations sont reprises telles quelles ou mises en exergue.

Parfois même, l'objectif de légitimation politique semble parfaitement assumé comme en témoigne le bulletin n°13 dont la plus grosse partie est dédiée à la présentation de la réforme constitutionnelle du Venezuela rejetée dans les urnes au mois de décembre 2007. Le bulletin en question annonce clairement que tous les peuples de l'Amérique doivent soutenir le Venezuela pour faire adopter ce nouveau cadre institutionnel. Ainsi, la communication de l'ALBA navigue constamment entre les enjeux politiques internes au Venezuela – le bulletin n°12 défend le président Chávez face à la polémique sur la fermeture de la chaîne de télévision RCTV – et les défis de l'intégration régionale.

Comme nous l'avons déjà dit, la communication de l'ALBA souligne aussi l'opposition entre le chef de l'Etat vénézuélien et le président nord-américain pour mettre en scène un face à face tournant à l'avantage du premier. Plus globalement, Hugo Chávez est érigé en libérateur de l'Amérique latine, en digne représentant des peuples libres du continent face aux logiques impérialistes et néo-libérales qui assombrissent leur avenir. Cette rhétorique de légitimation est d'ailleurs confortée par une iconographie rappelant le souvenir glorieux des grandes figures historiques du continent latino-américain telles que Simón Bolívar, Francisco de Miranda, José Martí et Che Guevara. Cette association symbolique fait de Hugo Chávez l'héritier d'une lutte historique contre toutes les formes d'oppression qui s'abattent sur l'Amérique latine. En somme, les bulletins d'informations diffusés sur le site de l'ALBA participent d'une théâtralisation du pouvoir chaviste en faisant du Président vénézuélien le leader d'un mouvement de libération des peuples latino-américains.

Après avoir évoqué les principes et les valeurs qui font l'identité proclamée de l'ALBA, il convient désormais de confronter le discours à la pratique, toujours dans le cadre plus global de la communication étudiée. Pour ce faire, il s'agira de relever les éléments des bulletins de l'ALBA qui éclairent d'une part, la méthode en matière de prise de décision et, d'autre part, le contenu des décisions.

II) L'ALBA au concret.

Pour comprendre si ce processus d'intégration est fidèle aux valeurs qu'il prétend défendre, il faut désormais se pencher sur les acteurs véritables de la prise de décisions ainsi que sur le contenu des décisions présentées dans les bulletins de communication.

A. La prise de décision.

Tout d'abord, nous allons voir ce qu'il en est de la participation de la société civile au processus décisionnel avant de montrer que les bulletins de l'ALBA accordent une place privilégiée au rôle des chefs d'Etat.

L'implication de la société civile aux décisions de l'ALBA.

La participation de la société civile est présentée comme le fondement de la méthode d'intégration de l'ALBA ce qui ferait de cette dernière une véritable alternative aux processus d'intégration présents en

Amérique Latine. Ainsi, dans les discours on parle souvent de la prochaine mise en place de budgets participatifs, ou bien de la construction d'un syndicat ouvrier unique pour toute l'Amérique Latine (bulletin 11), de soutien aux mouvements sociaux urbains, universitaires ou aux mouvements paysans, ou encore de l'importance de *Telesur* pour l'intégration des peuples d'Amérique Latine. De plus, une commission des mouvements sociaux est institutionnalisée au sein de l'ALBA. Cependant, aucune véritable initiative provenant de la société civile ne figure dans les bulletins. L'intégration des peuples est simplement célébrée à travers des Jeux sportifs, des Festivals ou des Sommets dits sociaux.

L'objectif de la participation de la société civile concerne d'abord le Mercosur et non pas l'ALBA. La volonté d'intégrer les acteurs non-étatiques à la prise de décision se matérialise par l'annonce du Programme *Somos Mercosur*. L'objectif de cette initiative est d'approfondir la participation citoyenne au processus d'intégration du Cône Sud. C'est dans ce cadre qu'une réunion de représentants de syndicats, de petites et moyennes entreprises, de producteurs agricoles, d'organisations non-gouvernementales ou encore d'acteurs universitaires, a eu lieu les 19 et 20 juillet 2006.

Le bulletin n° 8 met aussi en avant la tenue d'un *Sommet Social pour l'Intégration des Peuples* mais dans le cadre de la Communauté Sudaméricaine. Le président Hugo Chávez accueille favorablement ce sommet : "*Presidente Chávez califica como altamente positiva la Cumbre Social por la Integración de los Pueblos*".

Bien que l'idée d'intégration des peuples d'Amérique latine⁶ soit très présente dans les discours et déclarations des Présidents, les bulletins font très peu mention d'initiatives concrètes prises par la société civile au sein de l'ALBA.

Les bulletins se contentent d'évoquer des événements sportifs et culturels qui tendraient à réunir les peuples. Là encore, l'ALBA semble faire la part belle au Venezuela puisque le slogan d'une de ces manifestations organisées, le festival *Nuestro Americano*, est "*Alba y Pdvsa, energía integradora de Nuestra América*". Au final, si certaines commissions issues de la société civile existent et participent au travail mené par l'ALBA (la commission des mouvements sociaux par exemple), les bulletins révèlent que le plus souvent, la voix citoyenne ne fait que valider les décisions prises par les chefs d'Etat. La participation de la société civile semble insuffisamment institutionnalisée pour dépasser son statut de simple caution aux décisions prises par le haut.

La place accordée aux décisions gouvernementales.

Les bulletins de l'ALBA offre la part belle aux chefs d'Etats des pays membres de l'ALBA. Il est souvent fait mention des accords signés entre Présidents, des sommets des chefs d'Etat, de leurs

⁶ Hugo Chávez, "*No habrá integración posible si no se incorporan los pueblos*", dans "*Sin los pueblos, la verdadera integración no es posible*", *Declaración del presidente Hugo Chávez*, Boletín n°8, 19 décembre 2006.

déclarations communes ou communiqués conjoints. On compte une quinzaine d'articles (soit un quart du total des articles des bulletins) qui comportent des protocoles, des accords, des déclarations des Présidents ou ministres, des compte-rendus de déclarations, de communiqués des ministères, etc. La figure des Présidents est omniprésente dans les bulletins de l'ALBA. Ceux sont eux qui impulsent le processus, qui proposent les projets et qui signent les accords. Ainsi, le bulletin 12 présente les projets à venir de l'ALBA sous la forme :

« Los Presidentes discutieron y aprobaron por consenso los siguientes proyectos Grannacionales del ALBA en el área financiera (...) Se acuerda remitir esta aprobación a la Comisión de Inversión y Finanzas del ALBA »

Cette formule revient régulièrement dans les bulletins. On pourrait d'ailleurs s'étendre encore plus sur le vocabulaire employé et la mise en avant systématique des Présidents comme personnages décisifs du processus d'intégration. L'organigramme présenté ci-dessous, tiré du bulletin 12, résume bien la configuration de l'ALBA. Le conseil des mouvements sociaux apparaît comme un organe décisif qui devrait avoir autant de poids que le conseil des ministres. Cependant, une fois encore, il n'y a dans les bulletins, aucun projet ou aucune décision émanant de ce conseil. Enfin, cet organigramme montre bien que toute décision ou initiative provient du conseil des Présidents qui interagissent directement avec les commissions sectorielles de l'ALBA.

ALBA:
ORGANIGRAMA. Anexo 1



Contrairement à l'idée et la volonté affichées de faire la part la belle à la société civile dans le processus d'intégration de l'ALBA – élément présenté comme une rupture avec les régionalismes latino-américains –, les bulletins ne font guère état d'une participation de la société civile au sein de l'ALBA.

On pourrait alors interroger la capacité de l'ALBA à impulser un véritable processus démocratique. Le débat autour du déficit démocratique est vif dans de nombreux autres processus d'intégration, notamment à cause du poids des experts et de la technocratie aux dépens de la représentation démocratique. Si les décisions dans l'ALBA sont prises par les présidents élus et donc représentants démocratiques, les initiatives qui naissent dans le cadre de ce processus ne remplissent pas les critères de la démocratie participative que pourtant l'ALBA brandit comme l'un de ses chevaux de bataille. Sans pour autant parler de déficit démocratique, il importe de pointer du doigt les décalages persistants entre la prétention à impliquer les citoyens dans les décisions et la réalité dont les chefs d'Etat restent les principaux artisans. C'est aussi dans l'étude du contenu des décisions que l'on peut voir si un processus d'intégration est démocratique ou non, s'il est conforme aux principes généraux qu'il défend.

B. Le contenu des décisions.

On peut maintenant se demander si dans le contenu des mesures prises telles qu'elles sont présentées dans ces bulletins, on retrouve les principes et le modèle d'intégration solidaire, social et démocratique défendus par l'ALBA.

Des mesures avant tout économiques.

D'abord, l'ALBA se présente comme un processus d'intégration qui n'est pas fondé essentiellement sur le commerce comme les autres modèles d'intégration d'Amérique Latine. Dans ces bulletins est mis en avant un socle culturel et social commun ou encore le partage d'un certain anti-néolibéralisme.

« El presidente Chávez aseguró que los pueblos representan el alma de la nación, y consideró que los viejos modelos integracionistas fracasaron pues se enfrascaron sólo en el interés económico, dejando de lado a los pueblos. » (bulletin n°8)

On peut d'abord parler de l'intégration communicationnelle avec *Telesur*, la chaîne de télévision censée rapprocher des peuples qui non pas de frontières communes et inciter à l' « intégration par le bas ». Cependant, il n'est guère fait mention de cela dans les bulletins. Les articles sont plutôt consacrés à des événements ponctuels comme les Jeux de l'ALBA ou encore le festival de musique de l'ALBA, (bulletin n°5) manifestations censées fonder l'intégration entre les peuples de l'ALBA. Cependant, à côté de ces mesures somme toute anecdotiques, la majorité des décisions prises et des projets lancés se situent dans le champ économique.

Ainsi, malgré la préoccupation affichée pour le social, l'intégration semble reposer principalement sur des accords économiques. D'ailleurs, le traité d'application de l'ALBA s'appelle Traité de commerce entre les peuples (bulletin n°1). Dans ce traité, sur les quatorze articles, un est consacré à la lutte contre l'analphabétisme, un autre au thème de la communication avec la proposition du lancement du canal *Telesur* et un autre au développement culturel. Les autres articles concernent l'accès au marché, les accords de crédits réciproques, les modalités d'investissement, les mécanismes de compensation commerciale ou encore les échanges de technologies.

Dans le même sens, le bulletin n°12 fait le compte-rendu du V^{ème} Sommet de l'ALBA et énonce les différents chantiers qui ont été lancés à cette occasion. Trois projets sur douze, sont consacrés à la santé, l'éducation et la culture. Le reste des projets concerne les domaines de la finance, de l'énergie et du commerce. Ce sont ces projets, de portée économique, qui sont les plus développés dans les bulletins. Il s'agit le plus souvent de mettre en place des entreprises mixtes et sectorielles entre les différents pays membres.

Enfin, on peut évoquer les nombreux articles consacrés à la Banque du Sud et aux accords entre la Banque du Commerce Extérieur du Venezuela et le ministère de l'investissement nicaraguayen. Il convient également de mentionner la création de l'Organisation des Pays Exportateurs et Producteurs de Gaz (Opegas). Si cette dernière mesure reste d'ordre économique et commercial, elle est présentée comme une mesure de solidarité entre peuples :

« Los presidentes de Bolivia, Evo Morales y de Venezuela, Hugo Chávez, suscribieron hoy un convenio para creación de la Organización de los Países Exportadores y Productores de Gas de Sudamérica (Opegasur), en el marco de la Alternativa Bolivariana para los Pueblos de América y del Caribe (ALBA). La firma de este documento se realizó durante el encuentro de "Solidaridad e Integración de los Pueblos", liderada por los Presidentes de Bolivia, Venezuela

y el presidente de la Asamblea Popular de Cuba, Ricardo Alarcón, a quien rindieron honores por representar a Fidel Castro, el socialista de Cuba y América Latina » (bulletin n°10).

Il ne faut pas pour autant réduire la portée des mesures sociales et culturelles qui sont prises ou la portée sociale que peuvent avoir certaines mesures économiques et commerciales. Toutefois, il est clair que si l'intégration peut bénéficier aux sociétés des pays membres de l'ALBA, elle est fondée essentiellement sur des accords économiques et commerciaux.

C. L'ALBA, un processus de démo-distribution ?

Des mesures limitées au regard des objectifs annoncés.

Dans quelle mesure les projets adoptés, qui touchent essentiellement au champ économique et commercial, peuvent-ils contribuer à l'intégration sociale et démocratique de l'ALBA ? De nombreux bulletins soulignent l'opposition entre le marché et la démocratie. L'ALBA est ainsi présentée comme un modèle d'intégration démocratique, au service des peuples. Or, en s'appuyant sur le concept de « démo-distribution » de Giovanni Sartori, il est possible de se demander en quoi les mesures présentées par l'ALBA servent l'intérêt général ? En quoi le contenu des décisions peut-il contribuer à définir l'ALBA comme modèle d'intégration démocratique ?

Les mesures énoncées sont souvent très concrètes et limitées. On peut se demander si elles ne sont pas dérisoires par rapport aux objectifs annoncés. Ainsi, l'accord d'application de l'ALBA spécifie les engagements de chacun des pays membres. Ces engagements vont de l'octroi de 5.000 bourses d'étude de médecine par Cuba, au partage d'expérience et de savoir sur la médecine traditionnelle par la Bolivie, en passant par l'engagement du Venezuela à donner 30 millions de dollars à chaque gouvernement pour le lancement d'œuvres sociales. On peut aussi citer les facilités qui sont octroyées pour utiliser les lignes aériennes, les programmes d'éducation proposés par Cuba pour épargner l'énergie en Bolivie, et la création d'une université du tourisme au Venezuela. Ces mesures concrètes accompagnent – il convient de ne pas l'oublier – d'autres mesures plus générales comme la création de la Banque du Sud ou d'entreprises mixtes. Mais ces mesures ne semblent-elles pas minimales par rapport aux objectifs énoncés ? On observe que les bulletins reviennent plusieurs fois sur les mêmes avancées et les mêmes réussites comme l'Opération Miracle (*Operación Milagro*) largement promue comme l'une des réussites concrètes de l'ALBA alors même que cette opération existait déjà avant la création de l'ALBA. Aucun autre projet ne semble avoir connu un tel succès. Une attitude optimiste et patiente laisse penser qu'il ne s'agit que du commencement et que des projets plus ambitieux pourront être mis en place à moyen et long terme.

Une prise en compte de l'intérêt général ?

Ces mesures vont peut-être bénéficier à l'intérêt général d'une manière indirecte. La création de la Banque du Sud, à l'instar de celle d'entreprises mixtes, peut avoir des retombées positives sur

l'ensemble de la population. Cependant, il convient de mettre en doute le contenu démocratique des mesures prises qui ne visent pas directement l'intérêt général ou à corriger les asymétries existantes. A titre d'exemple, on peut citer le cas d'un projet de complexe touristique mené par Cuba et le Venezuela sur l'île de la Tortuga (bulletin n°9). Dans les bulletins, est soulignée l'ampleur du projet, cependant ce projet va-t-il bénéficier à l'ensemble des pays de l'ALBA ou bien seulement à certaines franges de la population des deux Etats concernés ? Pourquoi n'est pas lancée une politique touristique globale favorisant l'ensemble des pays membres de l'ALBA ? Pourquoi ce projet n'est pas articulé à d'autres projets touristiques dans d'autres régions ?

Ainsi, le contenu des décisions prises et des projets menés par l'ALBA ne semblent pas répondre aux critères de la « démo-distribution ». Leur portée paraît finalement assez limitée par zone géographique et par secteurs. Cependant, l'ALBA a-t-elle les capacités redistributives pour pouvoir assurer la mise en place d'une « démo-distribution » ?

D. L'ALBA entre intégration et coopération.

L'ALBA ne dispose pas d'un fonds auquel tous les pays membres contribuent. Alors que les discours prônent la mise en place de politiques communes, il n'en demeure pas moins qu'il n'existe pas de politiques communes à l'ALBA. Jusqu'à présent, comme on l'a vu dans la prise de décision, l'ALBA a été pilotée par les présidents des pays membres et n'a pas de marge d'autonomie, ni de politiques propres. On doit s'interroger alors sur la nature du modèle d'intégration proposé. S'agit-il d'un processus d'intégration ou d'une simple forme de coopération intergouvernementale ? On retrouve le vocabulaire de la coopération et de la solidarité dans tous les bulletins. L'ALBA doit être un moyen de construire des « *avantages coopératifs* ». Si Cuba s'engage à aider les autres pays sur le plan médical, ou si la Bolivie s'engage à fournir du gaz et partager ses connaissances sur la médecine traditionnelle, le Venezuela constitue la manne financière de l'ALBA.

« CUARTO: Venezuela creará un fondo especial de hasta 100 millones de dólares para el financiamiento de proyectos productivos y de infraestructuras asociados a éstos, a favor de Bolivia.

QUINTO: Venezuela donará treinta millones de dólares para atender necesidades de carácter social y productivo del pueblo boliviano según determine su Gobierno »
(traité d'application de l'ALBA, bulletin n°1).

De nombreux éléments laissent penser que l'ALBA serait plutôt une construction régionale de type intergouvernemental. Le bulletin n°6 évoque à cet égard l'aide énergétique apportée à des municipalités dites réformistes du Salvador et à des communautés pauvres des Etats-Unis. Par conséquent, il semble utile d'établir une distinction claire au sein même de l'ALBA entre l'ensemble des propositions émanant d'un seul pays, souvent le Venezuela, et relevant plutôt de sa politique

étrangère et les accords régionaux impliquant tous les Etats membres mais dont les retombées concrètes semblent encore incertaines. En ce sens, la communication institutionnelle de l'ALBA peine à cacher les véritables caractéristiques de ce processus qui en font principalement un outil de coopération internationale.

Conclusion :

L'étude de la communication institutionnelle de l'ALBA révèle de réels décalages entre le discours et la pratique, entre les principes affichés et les réalisations concrètes du processus d'intégration. Sans aller jusqu'à parler de véritables contradictions internes, l'analyse des bulletins d'information atteste que l'ALBA peine à s'affirmer comme une véritable alternative, visible aux yeux de tous. Les projets menés dans le cadre de ce modèle d'intégration relèvent d'abord d'une coopération bilatérale plutôt que de la construction d'un espace de solidarité entre les peuples. Ces décalages que la rhétorique institutionnelle ne parvient pas à masquer laisse présager un avenir moins radieux à l'ALBA que ne le laisse penser l'optimisme farouche de son principal instigateur : Hugo Chávez. Le futur de l'ALBA passera nécessairement par une mise en cohérence de ses principes et de ses actions. Pour être un véritable projet alternatif, le processus devra nécessairement tendre vers une plus grande intégration des différents pays et transcender les stratégies de légitimation politique qui fragilisent sa crédibilité.

Annexe :

Bulletins	Articles	Thème	Nature du document
N°1 (6 juillet 2006)	Presidentes de Argentina, Brasil, Paraguay, Uruguay y Bolivia celebraron adhesión de Venezuela al Mercosur	Intégration	Compte-rendu des déclarations faites par les présidents de chacun des pays
	Venezuela en el Mercosur	Intégration	Protocole d'adhésion du Venezuela au Mercosur
	« Hemos colocado una piedra fundamental para la nueva libertad de los pueblos de Suramérica », Hugo Chávez	Intégration	Déclaration du président Hugo Chávez
	Venezuela integra plenamente el Mercosur	Intégration	Déclarations de Gustavo Márquez, ministre de l'Intégration et du Commerce Extérieur de la République Bolivarienne du Venezuela.
	Acuerdo para la aplicación del ALBA y el tratado de comercio de los pueblos	ALBA	Article tiré du journal <i>Granma</i>
N°2 (11 juillet 2006)	« La unificación de América Latina no va a venir sola, hay que empujarla », Ministro venezolano de la Integración y el Comercio Exterior	Intégration	Présentation de Gustavo Márquez, ministre de l'Intégration et du Commerce Extérieur vénézuélien

	Presidentes Chávez, Uribe y Torrijos firman declaración de compromiso para la integración energética	Intégration	Compte-rendu de l'accord signé par les présidents
	Gasoducto transcaribeño es un proyecto de integración social	Intégration	Déclaration de Nils Castro
	Declaración de Chávez, Torrijos, Uribe y Morales	Intégration	
N°3 (5 août 2006)	Congregan Fidel y Chávez a miles en Córdoba: reflexionan sobre la integración	Intégration	Article du journal <i>La Jornada</i>
	Comunicado conjunto de los presidentes del Mercosur y Estados asociados	Intégration	Communiqué
	Comunicado conjunto de los presidentes de los Estados partes del Mercosur	Intégration	Communiqué
	Programa Somos Mercosur	Intégration	Compte-rendu de la rencontre régionale pour le « Mercosur Productivo y Social »
N°4 (6 août 2006)	Comienza la construcción del "Eva Perón"	Intégration	Communiqué de presse des chantiers navals Astilleros Río Santiago de Buenos Aires
	Informe de las Jornadas para la participación social en el Mercosur	Intégration	Compte-rendu
	El portal ALBA inaugurará la más completa sección sobre la literatura de Nuestra América	Culture et intégration	Entretiens avec Fernanda Brozski, coordinatrice de la section écrivains latino-américains sur le site Internet de l'ALBA.
N°5 (8 septembre 2006)	Venezuela : una política exterior ejemplar	Intégration	Article du journaliste Angel Guerra Cabrera de <i>La Jornada</i>

	Primer Festival Nuestroamericano la música del ALBA	Intégration	Article de l'ABN, Agence Bolivarienne de l'Information
	« <i>El Mercosur trasciende la denominación de simple mercado ampliado</i> », Embajada de Argentina en Venezuela	Intégration	Entretien avec Alicia Castro, ambassadrice de l'Argentine au Venezuela
	Monroísmo versus Bolivarismo	Intégration	Par Rafael Correa, député vénézuélien au Parlement Latino-américain (Parlatino)
	Juegos del ALBA congregarán a más de 6 mil atletas internacionales	Intégration	Article de l'ABN
N°6 (26 septembre 2006)	« <i>El TLC es un modelo de dominación y tenemos que rechazarlo</i> », Ministro venezolano de la Integración y del Comercio Exterior		Entretien avec Gustavo Márquez, ministre de l'Intégration et du Commerce Extérieur vénézuélien
	« <i>En cada uno de los programas se abordan temas de Latinoamérica y el Tercer Mundo</i> », Carlos Aznárez		Entretien avec Carlos Aznárez
	« <i>América Latina por adelante</i> », Adán Chávez		Entretien avec Adán Chávez, le frère du président vénézuélien
N°7 (31 octobre 2006)	« <i>Construyamos con nuestros pueblos una verdadera comunidad sudamericana de las naciones para vivir bien</i> », Evo Morales	Intégration	Lettre du président bolivien Evo Morales
	Insiste Venezuela en creación de Banco del Sur	Intégration	Article de <i>La Prensa Latina</i>

	Bolivia y la integración latinoamericana	Intégration	Article de Hedelberto López Blanch du journal <i>La Rebelión</i>
N°8 (19 décembre 2006)	Declaración de Cochabamba : colocando la piedra fundamental para una unión sudamericana (Secunda Cumbre de Sudamérica)	Intégration	Déclaration du Sommet de Cochabamba
	« <i>Una nueva integración es el desafío de América Latina</i> », Rafael Correa	Intégration	Compte-rendu des déclarations du président équatorien Rafael Correa
	« <i>Sin los pueblos, la verdadera integración no es posible</i> », Hugo Chávez	Intégration	Compte-rendu des déclarations du président Hugo Chávez
	El ALBA es la vía para la integración solidaria	Intégration	Déclaration du vice-chancelier vénézuélien, Rodolfo Sanz
N°9 (13 février 2007)	2006 : año de avances en la integración de América Latina y El Caribe	Intégration	Article de Fidel Vascós González
	ALBA es una realidad en América Latina	ALBA	Article de Thomas Ramírez Salas
	Por la integración y el desarrollo de América Latina y El Caribe	Intégration	Article du secrétaire exécutif de la Centrale Latino-américaine des Travailleurs
	El ALBA ya tiene huellas profundas	ALBA	Article de Juana Carrasco Martín
N°10 (12 mars 2007)	Argentina y Venezuela suscribieron once nuevos instrumentos de cooperación bilateral	Intégration régionale	Communiqué de l'organe de presse du Ministère des Relations Extérieures (Prensa MRE) vénézuélien

	Relaciones entre Venezuela y Argentina trascienden el ámbito bilateral	Intégration régionale	Compte-rendu des déclarations de Rodolfo Sanz
	Bolivia y Venezuela hablan de liberación e impulsan la creación del Banco del Sur	ALBA	Article de l'Agence Bolivienne de l'Information (ABI)
	Memorando de entendimiento entre Venezuela (Bancoex) y Nicaragua (FNI)	ALBA	Mémorandum d'entente de la Prensa MRE
	Bolivia firma con Venezuela su adhesión a Opegasur (Organización de los Países Exportadores y Productores de Gas de Sudamérica)	ALBA	Article de l'ABI
N°11 (28 avril 2007)	La hora del ALBA: potencialidades, amenazas y desafíos	ALBA	Article de Fernando Ramón Bossi, secrétaire de l'Organisation du Congrès Bolivarien des Peuples et directeur du site web de l'ALBA
	Cumbre del ALBA permitirá evaluar su proceso de construcción	ALBA	Par le ministre de la Communication et de l'Information vénézuélien
	Juegos del ALBA han cubierto las expectativas	ALBA	Compte-rendu des déclarations de Eduardo Alvarez Camacho, ministre du Sport vénézuélien
N°12 (2 mai 2007)	Declaración política de la V Cumbre del ALBA	ALBA	Déclaration du V ^{ème} Sommet des Chefs d'Etat des pays membres de l'ALBA

	Declaración de los Jefes de Estado o Gobierno de los países integrantes del ALBA sobre la liberación del terrorista Luis Posada Carriles	ALBA	Déclaration concernant la libération par les Etats-Unis de l'anti-castriste Luis Posada Carriles, plusieurs fois condamné pour tentative d'attentat ou attentat au Venezuela et au Panama
	Declaración de apoyo a Venezuela relativa al caso del vencimiento de la concesión de la empresa RCTV	ALBA	Déclaration de soutien de l'ALBA
	Proyectos V Cumbre del ALBA	ALBA	Transcription des projets décidés lors du V ^{ème} Sommet de l'ALBA
N°13 (5 novembre 2007)	¡Ahora sí!		Texte de la réforme constitutionnelle approuvée par l'Assemblée Nationale
	Bancoex lanza la revista <i>Albaeconomía</i>		Article de la Banque du Commerce Extérieur (Bancoex)
N°14 (23 janvier 2008)	Modelo de integración del ALBA avanzó con gira de Chávez por Centroamérica	ALBA	Article de l'ABN
	Comienzan en Argentina construcción de barcos para Venezuela	Unité et intégration	Article de LD/VTV (Libertad Digital/Venezolano Televisión)
	Suscriben Cuba y Venezuela nuevos proyectos de cooperación	ALBA	Article de l'ABN
	Venezuela y Nicaragua impulsan creación de la liga de béisbol del ALBA	ALBA	Article de l'ABN

N°15 (27 janvier 2008)	Declaración política de la VI Cumbre del ALBA	ALBA	Déclaration du VI ^{ème} Sommet de l'ALBA
	Adhesión del gobierno de la Mancomunidad de Dominica al ALBA	ALBA	Document du président de la Dominique
	Acto fundacional del banco del ALBA	ALBA	Acte fondateur de la Banque de l'ALBA
	Declaración de apoyo al proceso de transformaciones en democracia que lleva adelante el pueblo de Bolivia	ALBA	Déclaration du VI ^{ème} Sommet de l'ALBA
	Conceptualización de proyectos y empresa grannacional en el marco del ALBA	ALBA	Déclaration du VI ^{ème} Sommet de l'ALBA
	ALBA cultural: una contribución a la unidad de Nuestra América	ALBA	Déclaration du VI ^{ème} Sommet de l'ALBA
	Declaración política del Consejo de movimientos sociales del ALBA-TCP	ALBA	Déclaration du Conseil des Mouvements Sociaux de l'ALBA